

son domaine national paraissent trop étroits. Chacun étouffe dans ses frontières; chacun, pour son industrie et pour son commerce, réclame de nouveaux territoires ou de nouvelles sphères d'influence. Les grandes puissances ont hâte de se partager le globe; elles découpent les continents, et chacune revendique sa tranche de l'Asie ou de l'Afrique. A la politique des nationalités, qui a dominé le dix-neuvième siècle, s'est substituée, ou mieux s'est surajoutée la politique mondiale, plus ambitieuse, plus avide, partant moins rassurante, parce que de sa nature insatiable.

Pour qui regarde l'histoire de haut, le dix-neuvième siècle a été le siècle des nationalités. A la façon d'un agent chimique qui décompose les corps pour en reconstituer de nouveaux, le principe national a désagrégé des États pour en reformer d'autres, démembrant les uns, unifiant les autres, selon les affinités nationales. Il s'était flatté de reconstruire l'Europe à neuf, sur des bases rationnelles, conformément aux aspirations des peuples, pour y établir à jamais le règne de la justice et de la paix, par la liberté. Est-il nécessaire de rappeler à des Français qu'il n'y a pas encore réussi? Si en nombre d'États, en Belgique, en Serbie, en Grèce, en Roumanie, en Italie, en Bulgarie, en Allemagne même, le principe de nationalité a été un instru-